droits que lorsque le vendeur n'a pas rempli son obligation en ce qui concerne la conformité. »

138. Compte tenu des observations et des propositions qui précèdent, le Groupe de travail a décidé de remettre à sa prochaine session toute décision définitive concernant les articles 52 et 53 et il a prié le représentant du Mexique de présenter une proposition en vue de l'inclusion d'un article ou d'un paragraphe distinct relatif à la question des restrictions imposées par les pouvoirs publics.

AUTRES OBLIGATIONS DU VENDEUR : ARTICLES 54 ET 55

Article 54

139. Pour que les termes utilisés au paragraphe 1 de l'article 54 soient conformes à ceux des *Incoterms 1953*, le Groupe de travail a décidé de remplacer les mots « par les moyens usuels » par le membre de phrase « de la manière habituelle et aux conditions usuelles normalement appliquées pour le transport de marchandises du genre visé au contrat ». Il a adopté l'article 54 ainsi modifié. Le texte adopté figure dans l'annexe I au rapport du Groupe de travail, paragraphe 34.

140. Certains représentants ont estimé que le paragraphe 2 de l'article 54 devait être supprimé. Si le vendeur n'est pas obligé de souscrire à une assurance en vertu du contrat, il ne devrait pas être juridiquement tenu de fournir à l'acheteur des renseignements relatifs aux primes et aux polices d'assurance.

Article 55

141. Un représentant a déclaré que les sanctions prévues à l'article 55, qui donnent le droit à l'acheteur d'exiger l'exécution de l'obligation et de réclamer des dommages-intérêts, étaient plus énergiques que celles qui étaient prévues dans les pays de *common law* pour la contravention à des obligations de ce genre de la part du vendeur. L'acheteur ne pouvait en général réclamer que des dommages-intérêts.

142. Un observateur a mis en doute l'utilité de l'article 55 dont les termes étaient à son avis trop rigoureux.

143. Un représentant a fait remarquer que la mention des obligations du vendeur visées à l'article 53, qui figure au paragraphe 1 de l'article 55, est sans doute une erreur puisque l'article 53 n'énonce aucune obligation.

144. Compte tenu des observations qui précèdent, le Groupe de travail a décidé de remettre à plus tard toute décision définitive concernant l'article 55 et il a demandé au représentant du Japon d'étendre à cet article son étude des articles 50 et 51 de la LUVI.

ANNEXE III

Texte révisé des articles 1 à 55 de la Loi uniforme*

Article 1

1. La présente Loi est applicable aux contrats de vente d'objets mobiliers corporels passés entre des parties ayant leur établissement dans des États différents :

a) Lorsque ces États sont des États contractants; ou

b) Lorsque les règles du droit international privé mènent à l'application de la loi d'un État contractant.

2. [Il n'est pas tenu compte du fait que les parties ont leur établissement sur le territoire d'États différents lorsque le fait ne ressort ni du contrat ni de transactions antérieures entre les parties ni de renseignements donnés par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat.]

* Les crochets indiquent que le Groupe de travail n'a pas pris de décision définitive sur les dispositions ainsi désignées.

3. La présente Loi est également applicable lorsqu'elle a été choisie comme loi du contrat par les parties.

Article 2

1. La présente Loi ne régit pas les ventes :

a) D'objets mobiliers corporels qui, par leur nature ou le nombre sur lequel porte le contrat, sont habituellement achetés par un particulier pour un usage personnel, familial ou domestique, à moins qu'il ne ressorte du contrat [de transactions antérieures entre les parties, ou de renseignements donnés par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat], qu'ils sont achetés pour un usage différent;

b) Aux enchères;

c) Sur saisie ou de quelque autre manière par autorité de justice.

2. La présente Loi ne régit pas davantage les ventes :

a) De valeurs mobilières, effets de commerce et monnaies;

b) De navires, bateaux de navigation intérieure et aéronefs [immatriculés ou devant être immatriculés];

c) D'électricité.

Article 3

1. [La présente Loi ne régit pas les contrats où les obligations des parties sont d'une manière importante autres que la délivrance d'objets mobiliers corporels et le paiement de leur prix.]

2. Sont assimilés aux ventes, au sens de la présente Loi, les contrats de livraison d'objets mobiliers corporels à fabriquer ou à produire, à moins que la partie qui commande la chose n'ait à fournir une partie essentielle des éléments nécessaires à cette fabrication ou production.

Article 4

Aux fins de la présente Loi :

a) [Lorsqu'une partie a des établissements dans plus d'un État, on prendra en considération son établissement principal, à moins qu'un autre établissement n'ait une relation plus étroite avec le contrat et son exécution, eu égard aux circonstances connues des parties ou envisagées par elles au moment de la conclusion du contrat;]

b) Si une partie n'a pas d'établissement, sa résidence habituelle sera prise en considération;

c) Ni la nationalité des parties, ni le caractère civil ou commercial des parties ou du contrat ne seront pris en considération;

d) On entend par le terme « État contractant » un État qui est partie à la Convention datée du... se référant à... et qui a adopté la présente Loi sans aucune restriction [déclaration] qui empêcherait l'application de la Loi au contrat;

e) Les États ne seront pas considérés comme États différents si une déclaration à cet effet a été faite en vertu de l'article [II] de la Convention du... portant... et qu'elle reste en vigueur.

Article 5

Les parties peuvent exclure l'application de la présente Loi ou déroger à l'une quelconque de ses dispositions.

Article 6

[Cette disposition est devenue le paragraphe 2 de l'article 3.]

Article 7

[Cette disposition est devenue l'alinéa c de l'article 4.]

Article 8

La présente Loi régit exclusivement les obligations que le contrat de vente fait naître entre le vendeur et l'acheteur. Sauf exception formelle, elle ne concerne notamment pas la formation du contrat, ni les effets de celui-ci sur la propriété de la chose vendue, ni sa validité ou celle des clauses qu'il renferme, non plus que celle des usages. (Inchangé.)

Article 9

1. [Les parties sont liées par les usages auxquels elles se sont référées expressément ou tacitement et par les habitudes qui se sont établies entre elles.]

2. [Sont considérés comme des usages auxquels les parties sont réputées s'être tacitement référées, tous usages dont lesdites parties ont connaissance et qui, dans le commerce international, sont largement connus et régulièrement observés par les parties à des contrats de même type, ou tous usages dont les parties devraient avoir connaissance parce qu'ils sont largement connus dans le commerce international et régulièrement observés par les parties à des contrats de même type.]

3. [En cas de contradiction avec la présente Loi, ces usages l'emportent, sauf volonté contraire des parties.]

4. [En cas d'emploi de termes, clauses ou formulaires usités dans le commerce, leur interprétation se fait selon le sens que les milieux commerciaux intéressés acceptent largement et ont l'habitude de leur attacher, sauf volonté contraire des parties.]

Article 10

[Une contravention au contrat est considérée comme essentielle pour l'application de la présente Loi, toutes les fois que la partie en défaut a su ou aurait dû savoir, lors de la conclusion du contrat, qu'une personne raisonnable de même qualité placée dans la situation de l'autre partie n'aurait pas conclu le contrat si elle avait prévu cette contravention et ses effets.]

Article 11

Lorsqu'un acte doit, en vertu de cette Loi, être accompli dans un « bref délai », il sera accompli dans un délai aussi court que pratiquement possible dans les circonstances.

Article 12

[Supprimé.]

Article 13

[Supprimé.]

Article 14

Les communications prévues par la présente Loi doivent être faites par les moyens usuels dans les circonstances. [Inchangé.]

Article 15

[Aucune forme n'est prescrite pour le contrat de vente. Il peut être prouvé notamment par témoins.]

Article 16

Lorsque, selon les règles de la présente Loi, une partie a le droit d'exiger de l'autre l'exécution d'une obligation, un tribunal ne sera tenu de prononcer l'exécution en nature ou de faire exécuter un jugement prononçant l'exécution en nature qu'en conformité des dispositions de l'article VII de la Convention du 1^{er} juillet 1964 portant Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels. [Inchangé.]

Article 17

[Pour l'interprétation et l'application des dispositions de la présente Loi, on tiendra compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité [dans son application et son interprétation].]

Article 18

[Le vendeur s'oblige, dans les conditions prévues au contrat et à la présente Loi, à effectuer la délivrance, à remettre les documents s'il y a lieu et à transférer la propriété.]

Article 19

[La délivrance consiste dans l'accomplissement par le vendeur de tous les actes nécessaires pour permettre à l'acheteur de prendre possession de la chose.]

Article 20

1. [La délivrance s'effectue :

a) Lorsque le contrat de vente implique un transport de la chose et qu'aucun autre lieu n'a été convenu, par la remise de la chose au transporteur pour transmission à l'acheteur;

b) Lorsque, dans les cas non visés au précédent alinéa, le contrat porte sur un corps certain ou sur une chose de genre à prélever sur une masse déterminée qui doit être fabriquée ou produite et que les parties savaient que la chose se trouvait ou devait être fabriquée ou produite en un lieu particulier au moment de la conclusion du contrat, par la mise de la chose à la disposition de l'acheteur en ce lieu;

c) Dans tous les autres cas, par la mise de la chose à la disposition de l'acheteur au lieu où le vendeur avait, lors de la conclusion du contrat, son établissement ou, à défaut d'établissement, sa résidence habituelle.]

Article 21

1. [Si le vendeur est tenu de délivrer la chose à un transporteur, il doit conclure, aux conditions et par les moyens usuels, les contrats nécessaires pour que le transport soit effectué jusqu'au lieu prévu. Lorsque la chose n'est pas manifestement destinée à l'exécution du contrat par l'apposition d'une adresse ou tout autre moyen, le vendeur doit envoyer à l'acheteur un avis de l'expédition et, le cas échéant, quelque document spécifiant la chose.]

2. [Si le vendeur n'est pas obligé de souscrire lui-même une assurance de transport, il doit fournir à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, tous renseignements nécessaires à la conclusion de cette assurance.] (Ancien par. 2 de l'article 54 de la LUVI.)

Article 22

[Le vendeur doit [remettre la chose ou la mettre à la disposition de l'acheteur] :

a) Lorsqu'une date est fixée ou déterminable par convention ou résulte des usages, à cette date;

b) Lorsqu'une période (tel mois, telle saison) est fixée ou déterminable par convention ou résulte des usages, à une date, dans les limites de cette période, choisie par le vendeur, à moins qu'il ne résulte des circonstances que c'est à l'acheteur de choisir cette date;

c) Dans tous les autres cas, dans un délai raisonnable après la conclusion du contrat.]

Article 23

[Amalgamé avec l'article 20.]

Article 24

1. [Lorsque le vendeur n'a pas exécuté ses obligations quant à la date ou au lieu de délivrance, l'acheteur peut exercer les droits prévus aux articles 25 à 27.]

2. [L'acheteur peut aussi réclamer les dommages-intérêts prévus à l'article 82 ou aux articles 84 à 87.]

3. [En aucun cas, le vendeur ne peut demander à un juge ou à un arbitre de lui accorder un délai de grâce.]

Article 25

1. [Lorsque le défaut de délivrance à la date ou au lieu déterminés constitue une contravention essentielle au contrat, l'acheteur peut, soit conserver le droit à l'exécution du contrat par le vendeur, soit par notification au vendeur déclarer [la résolution] du contrat.]

2. [Si le vendeur demande à l'acheteur de lui faire connaître la décision prise conformément au paragraphe 1 du présent article et que l'acheteur ne lui réponde pas dans un bref délai, le vendeur peut effectuer la délivrance de la chose dans un délai raisonnable, à moins que la demande n'en dispose autrement.]

2. [Si le vendeur demande à l'acheteur de lui faire connaître la décision prise conformément au paragraphe 1 du présent article et que l'acheteur ne lui réponde pas dans un bref délai, le vendeur peut effectuer la délivrance de la chose avant l'expiration de tout délai indiqué dans la demande ou, si aucun délai n'y est indiqué, avant l'expiration d'un délai raisonnable.]

3. [Si, avant d'avoir fait connaître au vendeur la décision prise conformément au paragraphe 1 du présent article, l'acheteur est informé que le vendeur a effectué la délivrance et qu'il n'exerce pas à bref délai son droit de déclarer [la résolution] du contrat, toute [résolution] du contrat est écartée.]

4. [Si, après la date fixée pour la délivrance, l'acheteur demande au vendeur d'exécuter le contrat, l'acheteur ne peut pas déclarer [la résolution] du contrat avant l'expiration de tout délai indiqué dans la demande, ou, si aucun délai n'y est indiqué, avant l'expiration d'un délai raisonnable, à moins que le vendeur ne refuse d'effectuer la délivrance dans ce délai.]

Article 26

1. [Lorsque le défaut de délivrance de la chose à la date ou au lieu déterminés ne constitue pas une contravention essentielle au contrat, le vendeur conserve le droit d'effectuer la délivrance et l'acheteur celui d'exiger l'exécution du contrat par le vendeur.]

2. [L'acheteur peut cependant accorder au vendeur un délai supplémentaire d'une durée raisonnable. Si le vendeur n'exécute pas ses obligations dans ce délai, l'acheteur peut, par notification au vendeur, déclarer [la résolution] du contrat.]

Article 27

[Au cas où le vendeur offre de délivrer la chose avant la date déterminée, l'acheteur a la faculté de l'accepter ou de la refuser.]

Articles 28 à 32

[Amalgamés avec les articles 24 à 27.]

Article 33

1. [Le vendeur doit livrer une chose dont la quantité, la qualité et le type répondent à ceux qui sont expressément stipulés au contrat et dont le contenant ou le conditionnement correspondent à celui qui est expressément stipulé au contrat.]

1 bis. [A moins que les termes ou conditions du contrat n'en disposent autrement, le vendeur doit livrer une chose :

a) Qui convienne aux usages auxquels serviraient habituellement des choses du même type que celui qui est stipulé au contrat;

b) Qui convienne à toute fin particulière qui a été portée expressément ou tacitement à la connaissance de l'acheteur;

c) Qui possède les qualités d'un échantillon ou modèle que le vendeur a remis ou envoyé à l'acheteur;

d) Dont le contenant ou le conditionnement soit celui qui est habituellement utilisé pour les choses de ce type.]

2. La différence de quantité, l'absence d'une partie, d'une qualité ou d'une particularité ne sont pas prises en considération lorsqu'elles sont manifestement sans importance.

Article 34

[Supprimé.]

Article 35

1. La conformité au contrat se détermine d'après l'état de la chose au moment du transfert des risques. [Cependant, si par suite d'une déclaration de résolution ou d'une demande de remplacement, le transfert des risques ne s'opère pas, la conformité se détermine d'après l'état de la chose au moment où, si la chose avait été conforme au contrat, les risques eussent été transférés.]

2. [Le vendeur est tenu des effets du défaut de conformité même s'ils surviennent après le moment fixé au paragraphe 1 du présent article.]

Article 36

[Le vendeur n'est pas tenu des effets des défauts de conformité prévus à l'article 33, alinéa 1, lit. *d*, *e* et *f*, si, lors de la conclusion du contrat, l'acheteur connaissait ces défauts ou ne pouvait pas les ignorer.]

Article 37

En cas de remise anticipée, le vendeur conserve, jusqu'à la date à laquelle la délivrance doit intervenir, le droit de délivrer soit la partie ou la quantité manquantes, soit de nouvelles choses conformes au contrat, ou de réparer le défaut des choses remises, pourvu que ces opérations ne causent à l'acheteur ni inconvénients ni frais déraisonnables. Toutefois, l'acheteur conserve le droit de réclamer les dommages-intérêts prévus à l'article 82.

Article 38

1. L'acheteur doit examiner la chose ou la faire examiner dans un bref délai.

2. En cas de transport de la chose, l'examen peut être retardé jusqu'à son arrivée au lieu de destination.

3. Si la chose est réexpédiée par l'acheteur sans qu'il ait eu raisonnablement la possibilité de l'examiner et que le vendeur ait, lors de la conclusion du contrat, connu ou dû connaître la possibilité d'une telle réexpédition, l'examen peut être retardé jusqu'à l'arrivée de la chose à sa nouvelle destination.

4. [Les modalités de l'examen sont réglées par la convention des parties ou, à défaut de convention, par la loi ou les usages du lieu où cet examen doit être effectué.]

Article 39

1. L'acheteur est déchu du droit de se prévaloir d'un défaut de conformité s'il ne l'a pas dénoncé au vendeur dans un délai raisonnable à partir du moment où il l'a constaté ou aurait dû le constater. Cependant, s'il apparaît ultérieurement un défaut qui ne pouvait pas être décelé par l'examen prévu à l'article précédent, l'acheteur peut encore s'en prévaloir, à condition qu'il en donne avis au vendeur dans un délai raisonnable après sa découverte. L'acheteur est toujours déchu du droit de se prévaloir d'un défaut

de conformité s'il ne l'a pas dénoncé dans un délai de deux ans à compter du jour de la remise de la chose, sauf clause de garantie couvrant ce défaut pour une période plus longue.

2. En dénonçant le défaut de conformité, l'acheteur doit en préciser la nature.

3. Au cas où une communication mentionnée à l'alinéa 1 a été adressée par lettre, télégramme ou tout autre moyen approprié, le fait qu'elle ait été retardée ou ne soit pas arrivée à destination ne prive pas l'acheteur du droit de s'en prévaloir.

Article 40

Le vendeur ne peut pas se prévaloir des dispositions des articles 38 et 39 lorsque le défaut de conformité porte sur des faits qu'il connaissait ou ne pouvait pas ignorer et qu'il n'a pas révélés. [Inchangé.]

Article 41

Lorsque l'acheteur a régulièrement dénoncé le défaut de conformité au vendeur, il peut :

- a) Exercer les droits prévus aux articles 42 à 46;
- b) Réclamer les dommages-intérêts prévus à l'article 82 ou aux articles 84 à 87.

Article 42

L'acheteur conserve le droit à l'exécution du contrat, à moins qu'il n'ait déclaré la résolution du contrat conformément à la présente Loi.

Articles 43 et 44

VARIANTE A

Article 43

[(Lorsque l'acheteur exige du vendeur l'exécution du contrat ou lorsque le contrat n'a pas été déclaré résolu en vertu de l'article 44, le vendeur peut soit délivrer la partie ou la quantité manquante ou de nouvelles choses conformes au contrat, soit réparer le défaut des choses remises.)]

Article 44

1. [L'acheteur peut déclarer la résolution du contrat si la délivrance d'une chose non conforme au contrat constitue une contravention essentielle au contrat. L'acheteur est déchu du droit de déclarer la résolution du contrat s'il ne l'exerce pas dans un bref délai après la dénonciation du défaut de conformité par le vendeur.]

2. [L'acheteur peut également déclarer la résolution du contrat lorsqu'il a fixé un délai supplémentaire d'une durée raisonnable pour la livraison supplémentaire ou l'achèvement de la réparation et que le vendeur n'a pas satisfait à sa requête, pourvu que l'acheteur exerce ce droit dans un bref délai après l'expiration de la période visée au présent paragraphe.]

VARIANTE B

Article 43 (art. 44 de la LUVI)

1. [Le vendeur conserve, même après la date fixée pour la délivrance de la chose, le droit soit de délivrer la partie ou la quantité manquante ou de nouvelles choses conformes au contrat, soit de réparer le défaut des choses remises, pourvu que l'exercice de ce droit ne cause à l'acheteur ni inconvénient ni frais déraisonnables.]

2. [L'acheteur peut cependant accorder au vendeur un délai supplémentaire d'une durée raisonnable pour l'exécution du contrat. Si, à l'expiration de ce délai supplémentaire, le vendeur n'a pas délivré ou réparé la chose, l'acheteur peut à son choix exiger l'exécution du contrat conformément à l'article 42, réduire le prix

conformément à l'article 46 ou déclarer la résolution du contrat conformément à l'article 44.]

Article 44 (art. 43 de la LUVI)

1. [L'acheteur peut déclarer la résolution du contrat si la délivrance d'une chose non conforme au contrat constitue une contravention essentielle au contrat.]

2. [Toutefois, à moins que le vendeur n'ait refusé l'exécution, le contrat ne peut être déclaré résolu :

a) Dans les cas où le vendeur conserve, en vertu du paragraphe 1 de l'article 43, le droit de délivrer la chose ou de réparer les défauts, avant que le vendeur ait disposé d'un délai raisonnable pour exercer ce droit;

b) Dans les cas où l'acheteur a exigé l'exécution du contrat, avant l'expiration de tout délai spécifié dans la demande ou, si aucun délai n'a été spécifié, avant l'expiration d'un délai raisonnable.]

3. [L'acheteur est déchu du droit de déclarer la résolution du contrat s'il ne l'exerce pas dans un bref délai après le moment où il a constaté ou aurait dû constater le défaut de conformité ou, dans les cas auxquels s'applique le paragraphe 2 du présent article, après l'expiration du délai pertinent visé audit paragraphe.]

VARIANTE C

Article 43 (amalgame des art. 43 et 44 de la LUVI)

1. [L'acheteur peut déclarer [la résolution] du contrat si la délivrance d'une chose non conforme au contrat constitue une contravention essentielle au contrat. L'acheteur est déchu du droit de déclarer la résolution du contrat s'il ne l'exerce dans un bref délai après le moment où il a constaté ou aurait dû constater le défaut de conformité.]

2. [Toutefois, le vendeur conserve, après la date fixée pour la délivrance de la chose, le droit soit de délivrer toute partie ou quantité manquante ou de nouvelles choses conformes au contrat, soit de réparer le défaut des choses remises. Ce droit ne peut être exercé si le retard à prendre ces mesures constitue une contravention essentielle au contrat ou si ces mesures causent à l'acheteur des inconvénients ou des frais déraisonnables.]

3. [Bien que le défaut de conformité ne constitue pas une contravention essentielle, l'acheteur peut fixer pour la livraison supplémentaire ou l'achèvement de la réparation un délai supplémentaire d'une durée raisonnable. Si, à l'expiration de ce délai supplémentaire, le vendeur n'a pas délivré la chose ou réparé le défaut, l'acheteur peut, à son gré, exiger l'exécution du contrat, réduire le prix conformément à l'article 46 ou, pourvu qu'il le fasse dans un bref délai, déclarer la résolution du contrat.]

Article 45

1. Lorsque le vendeur n'a remis qu'une partie de la chose ou une quantité insuffisante, ou lorsqu'une partie seulement de la chose remise est conforme au contrat, les dispositions des articles 43 et 44 s'appliquent en ce qui concerne la partie ou la quantité manquante ou non conforme. [Inchangé.]

2. L'acheteur ne peut déclarer la résolution totale du contrat que si le défaut d'exécution intégrale et conforme au contrat constitue une contravention essentielle à celui-ci.

Article 46

[L'acheteur qui n'a pas obtenu l'exécution du contrat ni déclaré sa résolution peut réduire le prix dans la proportion où la valeur que la chose avait au moment de la conclusion du contrat a été réduite du fait du défaut de conformité.]

Article 47

Lorsque le vendeur de choses de genre a présenté à l'acheteur une quantité supérieure à celle prévue au contrat, l'acheteur peut refuser ou accepter la quantité qui dépasse celle prévue au contrat. Si l'acheteur la refuse, le vendeur ne peut être tenu qu'aux dommages-intérêts prévus à l'article 82. S'il accepte tout ou partie de la quantité excédentaire, il doit la payer au taux du contrat. (Inchangé.)

Article 48

[L'acheteur peut exercer les droits mentionnés aux articles 43 à 46 même avant le moment fixé pour la délivrance, s'il est manifeste que la chose qui serait remise n'est pas conforme au contrat.]

Article 49

[Supprimé.]

Article 50

[Lorsque le vendeur est tenu de remettre à l'acheteur des documents qui se rapportent à la chose, il doit s'acquitter de cette obligation au moment et au lieu déterminés par le contrat ou par les usages.]

Article 51

[Si le vendeur ne remet pas les documents prévus par l'article précédent au moment ou au lieu déterminés, ou s'il remet des documents non conformes à ceux qu'il devait remettre, l'acheteur a, selon le cas, les droits prévus aux articles 24 à 32 ou aux articles 41 à 49.]

Article 52

1. [Lorsque la chose est l'objet d'un droit ou d'une prétention d'un tiers et que l'acheteur n'avait pas accepté de la prendre dans ces conditions, l'acheteur doit, à moins que le vendeur ne connaisse déjà la situation, dénoncer à ce dernier le droit ou la prétention du tiers et lui demander d'y remédier dans un délai raisonnable ou de lui délivrer des choses nouvelles libres de tout droit.]

2. [Si le vendeur fait droit à cette demande, l'acheteur qui a subi un préjudice peut exiger les dommages-intérêts prévus à l'article 82.]

3. [Faute par le vendeur de faire droit à cette demande, l'acheteur peut, s'il en résulte une contravention essentielle au contrat, déclarer la résolution de celui-ci et demander les dommages-intérêts prévus aux articles 84 à 87. Si l'acheteur ne déclare pas la résolution ou s'il n'y a pas contravention essentielle au contrat, l'acheteur est en droit d'exiger les dommages-intérêts prévus à l'article 82.]

4. [L'acheteur est déchu du droit de déclarer la résolution du contrat s'il n'a pas adressé au vendeur la dénonciation prévue par l'alinéa 1 dans un délai raisonnable à partir du moment où il a constaté ou aurait dû constater le droit ou la prétention du tiers sur la chose.]

Article 53

Les droits reconnus à l'acheteur par l'article précédent excluent tout autre moyen fondé sur le fait que le vendeur a manqué à son obligation de transférer la propriété de la chose ou que celle-ci fait l'objet d'un droit ou d'une prétention d'un tiers.

Article 54

1. [Si le vendeur doit expédier la chose, il doit conclure, de la manière habituelle et aux conditions usuelles normalement appliquées pour le transport de marchandises du genre visé au contrat, les contrats nécessaires pour que le transport soit effectué jusqu'au lieu prévu.]

2. [Si le vendeur n'est pas obligé de souscrire lui-même une assurance de transport, il doit fournir à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, tous renseignements nécessaires à la conclusion de cette assurance.]

Article 55

1. [Si le vendeur n'exécute pas une obligation quelconque autre que celles visées aux articles 20 à 53, l'acheteur peut :

a) Si le défaut constitue une contravention essentielle au contrat, déclarer la résolution de celui-ci, pourvu qu'il le fasse dans un bref délai, et obtenir les dommages-intérêts prévus aux articles 84 à 87;

b) Dans les autres cas, obtenir les dommages-intérêts prévus à l'article 82.]

2. [L'acheteur peut aussi exiger du vendeur l'exécution de son obligation, à moins que le contrat ne soit résolu.]

Liste des documents pertinents non reproduits dans le présent volume

<i>Titre ou description</i>	<i>Cote</i>
Articles 18 et 19 de la LUVI : observations et propositions du représentant de la Hongrie	A/CN.9/WG.2/WP.10/ Add.1, annexe I
Articles 18 et 19 de la LUVI : observations et propositions du représentant du Royaume-Uni	A/CN.9/WG.2/WP.10/ Add.1, annexe II
Articles 20 à 23 de la LUVI : observations et propositions du représentant des États-Unis	A/CN.9/WG.2/WP.10/ Add.1, annexe III
Articles 24 à 32 de la LUVI : observations et propositions du représentant du Japon	A/CN.9/WG.2/WP.10/ Add.1, annexe IV
Articles 33 à 37 de la LUVI : observations et propositions du représentant de l'URSS.....	A/CN.9/WG.2/WP.10/ Add.1, annexe V